



LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME

« **ITEKA** » association sans but lucratif

Agréée par l'ordonnance ministérielle n° 530/0273 du 10 Novembre 1994 revoyant l'ordonnance 550.029 du 6 février 1991

Membre affilié de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (F.I.D.H.)

DÉCLARATION DE LA LIGUE ITEKA AU SUJET DES NÉGOCIATIONS ENTAMÉES ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE CNDD

La Ligue burundaise des Droits de l'Homme ITEKA a pris acte des révélations faites par le Président de la République lors de son point de presse du 13 mai 1997 au sujet des négociations entamées entre le gouvernement et le CNDD.

L'annonce de l'ouverture de ces négociations a suscité plusieurs réactions au sein de l'opinion, les unes hostiles et les autres favorables à des degrés divers. Le gouvernement a entrepris une large campagne d'explication de son option en faveur des négociations. Parallèlement, il a pris des mesures radicales pour empêcher la libre expression dans les médias publics de toute opinion hostile à cette option.

Face à cette situation, la ligue ITEKA tient à exprimer ses opinions relatives:

- à l'impasse et aux dangers que fait planer sur le processus de paix le recours à la force, à la contrainte et aux intimidations par le gouvernement et par certains partis, associations et syndicats pour imposer leurs opinions respectives;
- à la justice et à la *lutte impartiale* contre l'impunité *que doit garantir le gouvernement*, quelle que soit l'option qu'il choisira dans sa politique de paix.

1° Préserver l'exercice responsable des libertés fondamentales

La Ligue ITEKA soutient que le débat sur l'ouverture des négociations est une question trop importante pour être réglée par des voies autoritaristes. De ce fait, elle recommande:

- que le gouvernement respecte le droit à l'information et la liberté d'expression des Burundais. A cette fin, il est impératif que les médias publics soient ouverts aux opinions contradictoires que soulève la question et qui contribueraient à sortir le débat des clichés et de la bipolarisation. Le gouvernement ne peut pas demander, voire imposer aux Burundais de n'écouter que sa seule voix et refuser d'entendre ou de faire entendre la leur. Ce faisant, il

reproduirait et légitimerait l'intolérance et la logique de force de certains groupes. La ligue ITEKA est convaincue que museler l'opinion aggrave la situation et ne sert pas nécessairement la cause que défend le gouvernement;

- que les partis politiques, les associations, les syndicats et les Burundais en général expriment leurs opinions ou leurs préoccupations de manière responsable, en tournant définitivement le dos aux voies d'expression et aux méthodes de lutte intolérantes et violentes.

2° Faire enfin primer la justice sur la politique et les rivalités de pouvoir

Dans la tourmente qui gagne l'opinion au sujet des négociations, la ligue ITEKA tient à recentrer l'attention du gouvernement et de l'opinion tant nationale qu'internationale sur les enjeux majeurs que constituent la justice et la lutte *impartiale* contre l'impunité.

Une des principales leçons des massacres cycliques de l'histoire tragique du Burundi indépendant est que la justice et la lutte *impartiale* contre l'impunité seront les principaux atouts d'une véritable réconciliation nationale. L'échec de la récente convention du gouvernement est une preuve de plus que la question du mode d'accès, de contrôle et de partage du pouvoir ne pourra aboutir à une solution durable tant que la justice ne jouera pas pleinement son rôle. Cette justice commence par la protection *égale* de l'exercice du droit à la vie et par la poursuite en justice de ceux qui y portent atteinte.

Des centaines de milliers de Burundais se positionnent sur la question des négociations par rapport à ce besoin ultime de justice et non par rapport à la perspective de partage du pouvoir. Le gouvernement a le devoir de rassurer les Burundais sur cette question en démontrant par des actes cohérents et des décisions fermes sa volonté de répondre au besoin de justice des Burundais, en particulier en rapport avec les crimes commis depuis octobre 1993.

La ligue ITEKA est consciente de la délicatesse du tournant politique dans lequel le gouvernement vient d'engager le pays. La ligue prie toutefois le gouvernement de tenir résolument compte des besoins de justice des Burundais afin que l'histoire ne se répète plus et que la justice ne soit pas, une fois de plus, sacrifiée sur l'autel des compromis politiques et des rivalités de pouvoir.

Fait à Bujumbura, le 21 mai 1997

Pour la ligue ITEKA asbl

Ligue Burundaise des Droits de l'Homme
Christophe SEBIDANDI
Président
P.O.